L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 31 DECEMBRE 1869. 43e année—Vol. XLIII.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 31 DECEMBRE

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Messieurs Thayer, à leur salle d'encan, No 15 rue St-Charles, entre Canal et Common, à 11 heures —Grande vente de plus de $3,000 de gages non réclamés montres en or, parures en diamant et autres parures bagues en perles, diamants et autres; argenterie, violons d'amateurs, instruments de musique.

Par G. D. Ferrie, à 11 heures A. M., et à 6 heures et demie en sus, aux bureaux de l'encanteur—Continuation de la vente de cadeaux de Noël et du Jour de l'An, consistant en montres montées sur diamants; boucles d'oreille en diamants, bronzes, bracelets; pendants, épingleries, chaînes de sûreté, articles de fantaisie, instruments à l'huile, chasse, etc.

Par J. Déjan, à sa salle d'encans, coin Gravier et Carondelet—Meubles de salon et de bureau, et piano.

Par Louis Stern & Bros, à leur salle d'encan, rue de Chartres No 16 — Bottes, souliers et brodequins.

Par O. Valeton, sur la Levée, en face de la rue du Canal—Jouets, cassettes, boîtes et oiseaux.

Par Hofman, Marks & Co., au No 36 rue de Chartres—Pendules françaises, montres en or, coutellerie anglaise, Amandes, mar-bandises sèches, bijouterie, broderies, entredeux, rubans satin et taffetas, coutellerie, chapeaux.

Par Eug. Toupet, à 10 heures et demie, aux Importers' Bonded Warehouse, Levee, entre St-Louis et Conti—Petits pots et champignons, pins en sus en dommages, 11 ans en No 30, rue Vieille Levée—Vermicelle et macaroni d'Italie. Esplanade—Champagne importé.

Par Vincent & Co., à leurs salles d'encan, 52 et 54 rue de Chartres—Vêtements d'hiver, articles de toilette, chapeaux.

Par Eug. Toupet, à 10 heures et demie, aux Importers' Bonded Warehouse, Levee, entre St-Louis et Conti—Petits pots et champignons, pins en sus en dommages, 11 ans en No 30, rue Vieille Levée—Vermicelle et macaroni d'Italie. Esplanade—Champagne importé.

Par Vincent & Co., à leurs salles d'encan, 52 et 54 rue de Chartres—Vêtements d'hiver, articles de toilette, chapeaux.

Par Messieurs Thayer, à leur salle d'encans, No 15 rue St-Charles, entre Canal et Common, à 11 heures —Grande vente de plus de $3,000 de gages non réclamés montres en or, parures en diamant et autres parures bagues en perles, diamants et autres; argenterie, violons d'amateurs, instruments de musique.

Par G. D. Ferrie, à 11 heures A. M., et à 6 heures et demie en sus, aux bureaux de l'encanteur—Continuation de la vente de cadeaux de Noël et du Jour de l'An, consistant en montres montées sur diamants; boucles d'oreille en diamants, bronzes, bracelets; pendants, épingleries, chaînes de sûreté, articles de fantaisie, instruments à l'huile, chasse, etc.

Par J. Déjan, à sa salle d'encans, coin Gravier et Carondelet—Meubles de salon et de bureau, et piano.

Par Louis Stern & Bros, à leur salle d'encan, rue de Chartres No 16 — Bottes, souliers et brodequins.

Par O. Valeton, sur la Levée, en face de la rue du Canal—Jouets, cassettes, boîtes et oiseaux.

Par Hofman, Marks & Co., au No 36 rue de Chartres—Pendules françaises, montres en or, coutellerie anglaise, Amandes, marchandises sèches, bijouterie, broderies, entredeux, rubans satin et taffetas, coutellerie, chapeaux.

Par Eug. Toupet, à 10 heures et demie, aux Importers' Bonded Warehouse, Levee, entre St-Louis et Conti—Petits pots et champignons, pins en sus en dommages, 11 ans en No 30, rue Vieille Levée—Vermicelle et macaroni d'Italie. Esplanade—Champagne importé.

Par Vincent & Co., à leurs salles d'encan, 52 et 54 rue de Chartres—Vêtements d'hiver, articles de toilette, chapeaux.

Par Messieurs Thayer, à leur salle d'encans, No 15 rue St-Charles, entre Canal et Common, à 11 heures —Grande vente de plus de $3,000 de gages non réclamés montres en or, parures en diamant et autres parures bagues en perles, diamants et autres; argenterie, violons d'amateurs, instruments de musique.

Par G. D. Ferrie, à 11 heures A. M., et à 6 heures et demie en sus, aux bureaux de l'encanteur—Continuation de la vente de cadeaux de Noël et du Jour de l'An, consistant en montres montées sur diamants; boucles d'oreille en diamants, bronzes, bracelets; pendants, épingleries, chaînes de sûreté, articles de fantaisie, instruments à l'huile, chasse, etc.

Par J. Déjan, à sa salle d'encans, coin Gravier et Carondelet—Meubles de salon et de bureau, et piano.

Par Louis Stern & Bros, à leur salle d'encan, rue de Chartres No 16 — Bottes, souliers et brodequins.

Par O. Valeton, sur la Levée, en face de la rue du Canal—Jouets, cassettes, boîtes et oiseaux.

Par Hofman, Marks & Co., au No 36 rue de Chartres—Pendules françaises, montres en or, coutellerie anglaise, Amandes, marchandises sèches, bijouterie, broderies, entredeux, rubans satin et taffetas, coutellerie, chapeaux.

Par Eug. Toupet, à 10 heures et demie, aux Importers' Bonded Warehouse, Levee, entre St-Louis et Conti—Petits pots et champignons, pins en sus en dommages, 11 ans en No 30, rue Vieille Levée—Vermicelle et macaroni d'Italie. Esplanade—Champagne importé.

Par Vincent & Co., à leurs salles d'encan, 52 et 54 rue de Chartres—Vêtements d'hiver, articles de toilette, chapeaux.

Avis aux Annonceurs.

Nous prions les personnes qui ont des annonces à insérer de prendre note que l'*Abeille* paraîtra SAMEDI, premier, et DIMANCHE, deux Janvier.

☞ Commodes, lits, armoires, lavabos, toilettes, en un mot, tous les genres de meubles, jouets, etc., à vendre au prix de revient, chez Grœblé & Nippert, 137, rue du Canal.

Les Etats-Unis, l'Espagne et Cuba.

Le Président vient de transmettre au Sénat un volumineux dossier, en réponse à la résolution de cette assemblée demandant des renseignements sur l'insurrection cubaine. Les dépêches et memorandums contenus dans ce dossier remontent au mois de novembre 1868; il n'arrêtent au 4 décembre 1869 et comprennent la plus grande partie de la correspondance échangée d'une part entre M. Hamilton Fish, secrétaire d'Etat, et M. Roberts, ministre d'Espagne, et de l'autre part, entre M. Sickles, ministre des Etats-Unis à Madrid, et le gouvernement espagnol. Ces documents sont ceux que la Chambre demandait récemment à M. Hamilton Fish, et que celui-ci avait refusé de publier. Nous ignorons pourquoi il a communiqué au Sénat ce qu'il voulait cacher à la Chambre.

La première dépêche importante du dossier est datée de mars 1869. Le secrétaire d'Etat vient d'apprendre que le capitaine général de Cuba a ordonné aux croiseurs espagnols de capturer en pleine mer comme pirates les navires portant des hommes ou des munitions destinés aux insurgés. Il s'empresse d'écrire à M. Roberts que "les Etats-Unis ont le droit de transporter en pleine mer des articles destinés aux ennemis de l'Espagne; ces articles ne peuvent être saisis que s'ils sont de la contrebande de guerre, ou si les navires forcent un blocus régulièrement établi. Il est à espérer que la proclamation du capitaine général sera abrogée, sans quoi des instructions seront données pour empêcher qu'elle ne soit appliquée illégalement aux citoyens des Etats-Unis ou à leurs propriétés. *Dans ce cas, les relations amicales des deux gouvernements pourraient être compromises*, bien que le désir sincère du Président soient de les continuer."

Le langage ferme de M. Fish produisit son effet. La proclamation du capitaine général de Cuba fut immédiatement annulée.

Cependant, l'insurrection a fait des progrès. La sympathie du peuple américain se manifeste ouvertement. Il est question d'aider les patriotes. M. Roberts s'effraie de ces symptômes menaçants. Le 5 avril, il écrit à M. Fish pour lui demander de publier une proclamation de neutralité dans la lutte entre les Espagnols et les Cubains. A cette demande, M. Fish répond le 17 par une note où il dit:

"Le gouvernement ne croit pas que cette proclamation soit nécessaire. Lorsque le président Filmore publia une proclamation analogue, la paix régnait à Cuba, qui était menacée d'une invasion armée venant des Etats-Unis. Aujourd'hui, une partie du pays de Cuba est en insurrection pour venger des griefs qu'il croit fondés; et d'autre part aucune expédition n'a quitté les Etats-Unis.

"M. Roberts admet du reste que chaque fois qu'on a requis leur concours, les fonctionnaires des Etats-Unis sont intervenus efficacement pour empêcher les violations de la loi.

"En ce qui concerne les Etats-Unis, ils sont fort encore des effets de la reconnaissance hâtive des droits de belligérants à l'insurrection du Sud, reconnaissance qui a été accordée par les nations étrangères deux mois après le commencement de la lutte. Depuis son origine, le gouvernement a été un des premiers à défendre les droits des neutres, et il a donné l'exemple en observant une stricte neutralité. Il n'entend pas se départir maintenant de sa politique traditionnelle; il fera exécuter de bonne foi les lois sages et efficaces qui ont été établies pour régler ses devoirs de neutralité.

"La sympathie des Etats-Unis est acquise aux peuples qui cherchent à s'assurer le droit de *self-gouvernement*, ainsi qu'à toute tentative faite pour affranchir notre hémisphère de l'autorité transcontinentale. Mais les Etats-Unis désirent avoir des relations amicales avec les gouvernements qui ont encore des possessions dans leur voisinage. Ils ne restreindront pas le droit de libre-discussion, et ils borneront leur intervention à empêcher des actes illégaux et contraires à leurs devoirs à l'égard de l'Espagne ou d'autres puissances."

Les dépêches suivantes se rapportent à la trop célèbre proclamation de Halmuendo portant la date du 4 avril et d'après laquelle les soldats espagnols peuvent fusiller tout homme trouvé à une certaine distance de son lieu de résidence, et brûler toute maison abandonnée où ne portent pas un drapeau blanc. M. Hamilton Fish proteste au nom de la civilisation et de l'humanité contre une pareille mesure. A la suite de sa protestation, le capitaine-général ordonne aux commandants espagnols de faire la guerre avec moins d'inhumanité, ce qui n'empêche pas, du reste, que de nombreuses exécutions n'aient lieu.

Cependant, le secrétaire d'Etat avait chargé le ministre Sickles d'offrir au gouvernement de Madrid les bons offices des Etats-Unis pour mettre fin à la lutte qui ensanglante Cuba. Le 12 août, M. Sickles reçut compte de l'entrevue qu'il a eue avec M. Silvela, ministre des affaires étrangères. Il dit:

"Le ministre a reconnu que les Etats-Unis avaient rempli avec bonne foi leurs devoirs internationaux à l'égard de l'insurrection cubaine. Juste, ajoutait-il, lorsque le parti révolutionnaire tenait les rênes du pouvoir aux Etats-Unis, on pourrait craindre que les actes de quelques aventuriers n'amoindrissent des difficultés entre les deux nations; mais sûrs de la victoire de la cause nationale, les classes laborieuses d'Espagne ont appris à regarder les Etats-Unis comme leur ami.

"La question cubaine est d'une très haute gravité. C'est l'intention des libéraux espagnols, de donner le jour où ils seront le *self-gouvernement* à Cuba, mais cette insurrection a éclaté juste au moment où il devenait possible d'accorder à Cuba toutes les réformes qu'elle désirait. Le cri de "Mort aux Espagnols" a été entendu en Espagne, et on ne pouvait, en présence de la guerre civile, exécuter les projets bienfaisants qu'on avait formés. Il n'y a pas de principe plus cher à tous les chefs libéraux, que celui de "la liberté pour tous les hommes"; et cependant ils ne présentent au monde dans le conflit cubain, comme opposés au *self-gouvernement* et à l'abolition de l'esclavage.

"Si un moyen pouvait être trouvé pour résoudre tous ces problèmes de manière à rendre justice à Cuba sans porter atteinte à la dignité de l'Espagne, le gouvernement en serait très heureux."

L'intention bien évidente du gouvernement espagnol, ajoute M. Sickles, est d'exiger avant tout que les insurgés déposent les armes. Alors seulement, il consentira à leur accorder des réformes politiques et administratives. C'est en effet ce qu'exposait d'une façon si sérieuse Alfonso, ministre américain avec le général Prim. Celui ci s'est exprimé dans les termes suivants, dans dit une dépêche de M. Sickles datée du 30 août:

"Que les Etats-Unis sont amis de l'Espagne, de la bonne foi et des bonnes dispositions de l'Espagne. L'insurrection peut devenir formidable, mais elle n'a pas encore pris des proportions d'un conflit dans lequel un gouvernement peut être forcé de traiter, alors que les hostilités continuent. Les insurgés n'ont ni leur poses, ni un ville ni forteresse; ils ne songent pas à livrer bataille. Avant que l'époque n'arrive de reprendre les opérations actives, l'Espagne enverra dans l'île les renforts considérables qu'elle tient prêts. Jusque-là, il suffirait Cubains d'accepter, des Etats-Unis, l'assurance donnée sur la foi de l'Espagne qu'ils pourront obtenir l'autonomie administrative simplement en mettant bas les armes, en déposant un dépôt aux Cordès, et en déclarant leur droit d'être libres par un vote du peuple."

On sait que les Cubains refusèrent de s'en rapporter à la seule promesse de l'Espagne. Ils ne demandaient pas d'ailleurs une autonomie administrative plus ou moins réelle, mais l'indépendance complète, absolue de leur île. Les propositions de M. Prime furent promptement rejetées. Mais l'Espagne persistant de son côté à ne pas admettre que Cuba devînt un Etat indépendant, "En général, déclare M. Sickles dans une dépêche du 31 août, en général, je vois qu'on manifeste moins de susceptibilité à l'égard de la cession de l'île aux Etats-Unis qu'à l'égard de l'établissement de l'indépendance cubaine." Arrivées à ce point, les négociations s'arrêtent. Le gouvernement des Etats Unis se réserve toutefois le droit de renouveler ultérieurement l'offre de ses bons offices.

Sur la question de la reconnaissance des Cubains comme belligérants par les Etats Unis, deux dépêches sont publiées. Le 18 septembre, M. Roberts demande au secrétaire d'Etat s'il est vrai que l'intention arrêtée du gouvernement soit de reconnaître les Cubains comme belligérants. A cela M. Fish répond le lendemain:

"Il pourrait suffire de répondre que le gouvernement n'a pas annoncé l'intention de reconnaître les droits de belligérants, c'est répondre plus exactement de dire qu'il n'a pas formé cette intention. Cependant les Etats-Unis ont fait dans l'intérêt de l'humanité des remontrances fréquentes sur la manière dont la guerre cubaine est conduite. L'Etat actuel des affaires ne saurait se prolonger indéfiniment, et les Etats-Unis se réservent le droit de modifier leur attitude dans l'avenir."

Depuis le mois d'octobre la situation ne s'est pas modifiée à Cuba, mais les Etats-Unis continuent à ne pas intervenir. On remarque d'ailleurs que dans ses dernières dépêches le secrétaire d'Etat manifeste beaucoup moins de sympathie pour les insurgés cubains. A quoi faut-il attribuer ce changement? Est-ce à la mort du général Rawlins dont l'influence toute puissante auprès du Président s'était fait également sentir au département d'Etat? Nous le croyons, car c'est avec raison qu'on a dit: "En perdant le général Rawlins, les Cubains ont perdu leur meilleur ami aux Etats-Unis."

Le public s'étonne de ne trouver dans les documents transmis au Sénat aucune allusion à la proclamation préparée par le Président lui-même et qui devait être publiée le 30 septembre dernier. Cette proclamation reconnaissait aux Cubains les droits de belligérants. Est-il vrai qu'elle ait été décidée avant le 30 septembre, dans le crainte d'une guerre avec l'Espagne? On demande à être éclairé sur ce point, ainsi que sur les promesses de reconnaissance faites par M. Hamilton Fish à M. Morales Lemus, agent du président Céspedes, en juillet dernier, promesses qui sont aujourd'hui entièrement méconnues.

(*Messager Franco Américain.*)

☞ De charmantes poupées françaises, et les plus beaux jouets se vendent, sans égard au prix coûtant, chez Grœblé & Nippert, 137, rue du Canal.

☞ La machine à coudre à points tournés de WILCOX & GIBBS réalise les prodiges des fées: elle est si simple qu'un enfant de 5 ans peut s'en servir. A vendre par M. S. Hedrick & Co., 118 Canal.

☞ $55.—C'est le prix, à New York, de la Machine à coudre de *Grover & Baker* qui se vend au No 182 de la rue du Canal. On ne paye ni prime ni assurance.

MUTUAL AID AND BENEVOLENT LIFE INSURANCE ASSOCIATION OF LOUISIANA.

Voir au-dessous des arts de décès, l'annonce pour l'assessment No. 4. Décès de Charles H. Nobles.

CHRONIQUE LOCALE.

MECHANICS' INSTITUTE.—L'auditeur Wickliffe, depuis le dernier déménagement du gouverneur, regardant le Mechanics' Institute comme la maison d'Etat, s'y était transporté hier matin avec tout le matériel de ses bureaux. Mais le gouverneur Warmoth, indigné de cet acte d'intrusion, commis suivant lui, au mépris de son autorité, a appelé à son aide la police métropolitaine et a fait expulser l'auditeur avec toute sa suite. Où dit que la colère de M. Wickliffe n'a plus de borne et qu'il a traité le gouverneur pis que pendre. Il est certain qu'il ne devait pas être charmé de ne pouvoir entrer au Mechanics' Institute au nom de l'Etat, comme le gouverneur Warmoth qui, certes, n'a pas plus de droit que lui. Nous entendrons sans doute parler bientôt de quelque injonction en matière de déménagement. Après cela, le gouvernement radical nous aura donné tous les genres de scandale imaginables. En vérité, le peuple de cet Etat est bien patient!

LE GOUVERNEUR ET L'AUDITEUR DES COMPTES PUBLICS EN BROUILLE.—Hier, à la Septième Cour de District, l'auditeur d'Etat Wickliffe, par l'intermédiaire de ses avocats MM. Semmes et Mott, a déposé une pétition alléguant qu'il est auditeur; que le Mechanics' Institute a été loué comme maison du gouvernement par l'autorité compétente; que le 29 courant, il a'est transporté comme auditeur au troisième étage de l'édifice pour y établir son bureau, sans objection de la part du sergent d'armes; que pendant qu'il était en possession du dit office et achevait son déménagement de la rue Conti, George L. Calp, autrefois adjoint de la police, d'après l'ordre du gouverneur Warmoth, est entré dans ledit office avec une force de police et a menacé le pétitionnaire de lui faire vider les lieux par la violence et d'enlever du dit office les effets et les archives du dit auditeur et qu'il est occupé maintenant à faire opérer cet enlèvement; c'est pourquoi il sollicite un writ d'injonction contre ledit Calp pour l'empêcher d'intervenir avec le pétitionnaire et pour $300 de dommage.

Le juge Collens a accordé le writ sollicité; mais le capt. Dain n'obéissant pas au writ, M. Wickliffe, toujours par l'intermédiaire de ses avocats, a pris au rule dans la même cour pour mépris, rule auquel il devra être répondu aujourd'hui, à 2 heures de l'après midi.

L'IMBROGLIO DU CONSEIL.—Le juge Cooley a lancé un writ de quo warranto contre les sénateurs du gouverneur, et ce writ leur a été signifié hier soir, comme on dit en anglais. Cette nouvelle péripétie est rapportée dans le procès-verbal de la séance des Conseils, publié ci-après:

ASSISTANTS-ALDERMEN.—*Les acceptables du Gouverneur attestés de nouveau.*—Réunion spéciale hier soir sous la présidence de M. Pandely. Tous les membres, y compris les conseillers nommés par le gouverneur, sont présents.

Le rôle appelé par le secrétaire Tobin, M. Camp demandé qui a servi les notices pour la réunion.

Il est interrompu par le sergent d'armes qui annonce qu'un député shérif est à la barre et qu'il demande à être admis pour affaires officielles. Il est admis.

M. Dick, premier député du shérif Maxwell, entre et remet officiellement au président le writ, revêtu du writ de quo warranto, lancé par le juge Cooley, le sommant de dire par quelle autorité il se prétend comme conseiller et réclamant des sièges dans le Conseil.

M. Dick alors se retire.

Le président invite M. Camp à pourvoir ses remarques.

M. Camp dit qu'en autre membre vient d'entrer, que le Conseil est complet et qu'il n'a plus rien à ajouter.

M. Walsh veut présenter la commission du gouverneur nommant M. Carter pour représenter la 1re ward.

La commission montre que le 30 du courant M. Carter a été nommé pour remplir la place de M. Bell, voyer, qui avait été nommé lui même pour remplacer M. Breen. Ce nouveau favori est connu comme le colonel Carter déjà nommé inexécuteur des sentences.

Les absentéistes dominant par de revenu, M. Warmoth a voulu offrir une compensation à son ami en l'admettant à tirer sa part du ratelier de la ville!

M. Walsh demande que M. Carter soit admis.

M. Farrell s'y oppose attendu que le nom de M. Carter n'a pas figuré dans les procès devant le juge Lesumont.

M. Carter n'est ni pas moins admis.

M. Farrell demande si les nouveaux membres ont prêté le serment requis par la charte de ville.

Le président répondre la motion comme étant pas conforme à l'ordre.

M. Farrell dit que la loi requiert la prestation de deux serments.

Un long message du maire sur divers sujets est lu et ajourné.

M. Pemberton demande que le Conseil s'enquière par l'intermédiaire de ses collègues. Le président répond que le Conseil est déjà tout renseigné.

M. Pemberton en appelle et le président est soutenu.

Une motion de M. Camp pour suspendre le règlement afin de remplir les vacances dans les comités est perdue par un vote de 8 contre 5.

Une longue communication de l'avocat de ville Beckwith recommande l'affiliation du Conseil à la division du juge Lesumont, est reçue.

Les rapports du trésorier et du contrôleur sont lus et déposés.

Le rapport des commissaires des waterworks est lu.

M. Fish fait observer qu'il est important de remplir les vacances des comités et propose une motion à cet effet. La motion est rejetée par 8 voix contre 7.

Une communication de la compagnie du Gaz informe le Conseil qu'en vertu du nouvel acte de règlement de compte, la compagnie a l'intention de supprimer le gaz pour l'Hotel-de-Ville et pour tous les bâtiments publics.

Le Conseil s'ajourne.

L'IMBROGLIO DE JEFFERSON.—Le juge Pardee a levé l'injonction qui avait été obtenue par les officiers de la municipalité de Jefferson contre le maire Kreider, Fellows & Co. — semble membres de cette municipalité, éliminés de l'hôtel de ville par la police métropolitaine, appuyée par le général Mower et les troupes fédérales.

La levée de cette injonction est une reconnaissance des droits de ces auteurs membres de la municipalité, droits qu'ils avaient perdus par le peuple. En conséquence, ils ont droit à reprendre aussitôt les places qu'ils occupaient avant l'invasion du gouverneur Warmoth et du général Mower contre leur autorité.

PREMIÈRE COUR DE DISTRICT.—Le Tribunal de Schonhausen, accusé d'avoir tué le Dr Nelson, rue du Canal, a été encore remis, les membres du jury n'ayant pu s'accorder pour rendre un verdict.

LA LEVÉE DE PROTECTION.—Le maire Conway signe l'ordonnance relative à la construction d'une levée de protection autour de la ville, le travail devant être fait par secteurs. L'ordonnance a été publiée.

L'AFFAIRE DE VIOL DANS LE QUATRIÈME DISTRICT.—L'alibi du sergent Moss (coloriné) accusé d'avoir violé la jeune Anna Cosgrove, fille blanche a été renvoyée devant la Première Cour de District.

FEUX.—Vers 6 heures, hier soir, le feu a pris dans les arrières-bâtisses de la résidence de Mme Veuve Thalès, entre Rue Constance et Magasins. Le dommage est peu de chose. Le feu a été éteint par deux membres de la compagnie de pompiers No 6.

Il y a un autre alarme hier soir, vers 11 heures, alarme venant de la case à pompe rue de la Victoire, entre Mandeville et Moreau, dans le 8e district d'incendie. De 2e pelles bâtisses, dont une occupée par une épicerie, rue de l'Union, près de la rue Dauphine, ont été détruites.

VOL.—Thomas Byrnes, ou Foy, a été arrêté hier soir à 8 heures 1/2 par l'officier Mitlig qui, dit-on, l'a surpris en flagrant délit de vol. Sa victime est une petite fille de 5 ans et le fait s'est passé sur la Levée devant la rue Adèle.

VOL.—Une petite fille de 5 ans et le fait s'est passé sur la Levée devant la rue Adèle, qui, dit-on, l'a surpris en flagrant délit de vol. Sa victime est une petite fille de 5 ans et le fait s'est passé sur la Levée devant la rue Adèle.

PAR LE TELEGRAPHE.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Traversée du Canal de Suez en 12 heures, par un steamer anglais.

D'autres steamers le suivent.

Lettre de M. de Lesseps démentant tous les mauvais bruits.

La Columbie anglaise demande à être annexée aux E.-U.

Abondance du Coton américain au Hâvre et à Liverpool.

Pas encore de Ministère parlementaire en France.

Nouvelles Européennes.

Port Said, 30.—Le steamer Sterling a fait la traversée du Canal en 12 heures et a cinglé immédiatement pour Bombay.—Plusieurs autres steamers suivaient le Sterling.

Madrid, 30.—Castelar, républicain influent, a dénoncé le ministère aujourd'hui, comme disposé à jeter la couronne comme un jouet fragile à un roi enfant.

Londres, 30.—Le Rév. Temple a été consacré comme archevêque de Canterbury. La procession a été fortement acclamée.

Paris, 30.—Ollivier n'a pas encore réussi à former un ministère.

Paris, 30.—Les espèces ont diminué de près de 30 millions de francs.

Paris, 30 déc., 8 heures.—Rien de nouveau au sujet du ministère.

Rome, 30 déc.—La princesse Christine de Naples a été baptisée aujourd'hui en grande pompe. 400 notables étaient présents.

La séance du concile œcuménique a duré hier, 5 heures. La question en discussion était de savoir si la philosophie est hétérodoxe.

Madrid, 30 déc.—Le ministre Zarilla a été gravement mal reçu publiquement, le voyage aujourd'hui qu'il vient de faire. A Valencia, Burela et dans quelques autres grandes villes, sonnent contre le ministère une manifestation ... ...